Le merchandising

Séminaire conçu pour l'INPED Du 29 au 03 Avril 2018

Par Le Professeur MK RAHMANI

Le marketing au point de vente

Les objectifs de ce séminaire

De savoir choisir les emplacements d'un point de vente.

De calculer une zone de chalandise, en vue d'établir un compte de résultat prévisionnel pour un magasin à créer.

De connaître les caractéristiques d'un assortiment.

D'évaluer les principales méthodes de vente au détail.

De tracer les grandes lignes d'une politique de merchandising :

détermination des emplacements des rayons, allocation du linéaire de vente aux différents produits.

D'apprécier les avantages et les inconvénients des différentes organisations possibles de la fonction achat dans le commerce de détail.

- **Longtemps la pédagogie du marketing et la recherche ont été centrées sur les décisions du producteur, parce que l'on postulait que le fabricant avait l'initiative de créer des produits correspondant aux attentes du consommateur.**

- **On considérait le commerçant de détail comme un intermédiaire nécessaire : une sorte de véhicule plus ou moins efficace pour drainer des flux de marchandises, mais sans influence sur la politique du producteur.**

- **On passait sous silence l'obligation, pour le producteur, d'être référencé chez les distributeurs, afin de vendre son produit au consommateur.**

- **En général, pour un fabricant, le commerçant de détail est le premier et seul client.**

- Un « esprit marketing », conséquent avec ces principes, ne peut donc pas ignorer les spécificités de l'action commerciale menée par le distributeur, car son marketing diffère de celui engagé par le producteur.

- Par ailleurs, les implications des décisions des commerçants sont lourdes, tant pour la gestion des entreprises que du point de vue macro-économique.

- N'oublions pas que ARDIS, UNO, nés avec l'introduction des nouvelles formes de vente, réalisent à présent un chiffre d'affaires bien supérieur à celui de la plupart des entreprises produisant des biens de consommation.

- On prétend parfois que les distributeurs n'ont pas de marketing stratégique. L'affirmation est fausse, même si l'on constate que ces entreprises ont traditionnellement consacré plus de soins et d'efforts à leur marketing opérationnel qu'à leur stratégie.

conséquences

. En effet, les principales options stratégiques - celles qui mobilisent durablement la vie de la firme - se situent sur deux plans :

- l'organisation de ses points de contacts avec la clientèle**
- la localisation du front de vente, les formules exploitées, les segments visés, le positionnement,**
- l'organisation des achats et des approvisionnements des magasins.**

Le marketing du commerçant de détail

Données internes

Données externes

Marketing stratégique

- Points de vente
Localisation, formules de vente, cibles, positionnement
- Organisation d'achat : structure, logistique

Marketing opérationnel ; retailing mix

- assortiment,
- méthodes de vente,
- prix,
- merchandising,
- communication.

1 - Le choix des emplacements

Une telle sélection s'effectue généralement en deux étapes :

on étudie tout d'abord le marché,

puis, l'on évalue le chiffre d'affaires probable du point de vente venir. Sur cette base, un compte de résultat prévisionnel est établi pour savoir si le projet de création du magasin est justifié.

1 L'étude du marché

Dans un premier temps, on apprécie la zone de chalandise,

c'est-à-dire le territoire sur lequel habitent les clients potentiels du futur magasin.

Prenons deux exemples : celui d'un petit magasin et celui d'un grand.

Supposons qu'il s'agisse d'ouvrir un *supermarché* dans le quartier résidentiel d'une grande ville.

Si les accès sont commodes, on utilise une carte géographique sur laquelle on trace, prenant pour centre le point M où sera construit le magasin, des cercles concentriques dont les rayons correspondent aux distances suivantes :

I = 200 mètres, II = 500 mètres, III = 1 kilomètre, IV = 2 kilomètres, V = 4 kilomètres et plus.

La zone de chalandise du magasin M

agissant d'un *hypermarché* situé à la périphérie d'une grande ville, convient de mesurer le temps nécessaire pour se rendre en voiture au magasin en tenant compte des facilités d'accès (autoroute par exemple) ou des obstacles (rues étroites, passage à niveau, ponts, etc.).

De la même façon que dans le cas précédent, on trace sur une carte des courbes isochrones, ayant pour centre le site du magasin et qui correspondent à différents délais de trajet : cinq, dix, quinze, vingt minutes. Bien évidemment, le pourcentage de clients potentiels par rapport à la population totale de chaque territoire diminue en fonction de la distance séparant le magasin des immeubles d'habitation.

isochrone : lieu géométrique des temps identiques d'accès au site du magasin.

La prévision des ventes du futur magasin

On procède généralement en deux temps : on commence par mesurer la demande à l'intérieur de la zone de chalandise, puis on prévoit les ventes du magasin.

LES PRÉVISIONS DE VENTE DE LA ZONE DE CHALANDIÈRE

a. Les méthodes globales

Lorsque le nombre de clients potentiels est déterminé, leurs revenus et leurs consommations sont évalués grâce aux statistiques de l'ONS ou le CENEAP qui effectue des enquêtes sur les dépenses des ménages ou grâce aux informations publiées par des institutions privées.

ans la branche de l'habillement, on a souvent recours
deux sources :

es statistiques de l'ONS, qui indiquent comment se
partissent les dépenses d'habillement par familles
articles (les costumes, les pantalons, les vestes, etc.)

es statistiques communiquées par les syndicats
professionnels, qui fournissent le prix de vente moyen
à stade du détail, pour chacune de ces catégories de
tements.

Grâce à ces données, on calcule, famille par famille, le nombre de vêtements renouvelés dans l'année.

Pour ce faire, on divise la dépense nationale par le prix d'achat moyen d'une famille.

On détermine ensuite un coefficient de renouvellement annuel en divisant le nombre de vêtements renouvelés par le nombre de consommateurs.

C'est ainsi que l'on peut évaluer qu'une famille achète chaque année :

mmes	Article Par an	Hommes	Article par an
anteaux	0,30	Costumes de confection :	0,25
oes	0,50	Vestes et blazers	0,40
lleurs	0,25	Pantalons	1,10
perméables	0,15	Imperméables	0,15
stes :	0,30	pardessus	0,08
oes	0,48		
ntalons	0,35		

Pour calculer le marché théorique d'une zone de chalandise donnée,

on multiplie le nombre des habitants de la zone par ces coefficients.

On obtient donc le nombre théorique de vêtements vendables, en un an, dans la zone de chalandise.

Puis, en multipliant ces chiffres par le prix moyen probable, on détermine la dépense d'habillement de la zone de chalandise.

b. L'indice de richesse vive

Cette technique a été mise au point par Paul Nicolas au sein de l'Institut Proscop.

L'indice de richesse vive d'une localité (richesse vive/population) est égal, supérieur ou inférieur à un, selon que la richesse vive est elle-même égale, supérieure ou inférieure à celle de mille Algérien moyens constituant la référence d'évaluation.

- Bien que le mode de calcul de la richesse vive ait toujours été tenu secret, ce procédé est souvent employé par les chargés d'étude, parce qu'il est commode à manier et parce qu'il favorise l'analyse des disparités de la consommation à un niveau très fin : jusqu'à la commune de 3 000 habitants.

l'enquête s'effectue de la manière suivante :

On part des dépenses moyennes de consommation par habitant fournies par la comptabilité nationale.

On relève dans le guide : *la revue économique en Algérie*, qui paraît tous les ans, l'indice de richesse vive de la commune étudiée et l'on divise ce rapport au montant actualisé des dépenses moyennes de consommation par habitant.

On multiplie ce nouveau montant par le nombre d'habitants de la zone considérée, afin d'obtenir le potentiel économique de la zone.

Enfin, on applique à ce potentiel les coefficients budgétaires (C'est la part des dépenses totales de consommation des ménages affectées à l'achat d'un bien.)

Pour préciser la valeur des différentes dépenses commercialisables on applique les coefficients suivants :

2. LES PREVISIONS DE VENTE DU MAGASIN

Nous venons de mesurer le chiffre d'affaires extrême que le point de vente pourrait espérer réaliser, s'il était sans rivaux.

De fait, ce cas est rarissime et il est bien évident que seule une fraction du marché potentiel peut se transformer en marché réel : ceci dépend de la force de l'entreprise comparée à celle de ses concurrents.

L'étude de la concurrence

La technique la plus courante consiste à établir la liste de tous les magasins concurrents de la zone de chalandise, puis à évaluer la surface de vente de chaque rival. On peut alors estimer le chiffre d'affaires des concurrents en se référant à deux normes qui servent habituellement d'échelle de mesure :

- le chiffre d'affaires moyen par mètre carré de surface de vente ;
- le chiffre d'affaires moyen réalisé par vendeur.

Ces ratios sont régulièrement publiés par la presse professionnelle. (dans les pays structurés)

En addition de toutes ces estimations de ventes procure approximativement le montant en Dinars du marché de la concurrence.

Le marché potentiel du magasin

L'on retranche le montant du marché de la concurrence du montant du marché théorique de la zone de chalandise, tel que nous l'avons calculé précédemment, on obtient le marché potentiel de l'entreprise exprimé en DA.

Cette valeur sert de référence pour fixer les objectifs de marketing : la part du marché que l'on espère atteindre et les prévisions des ventes futures.

Le taux d'emprise est la part de marché du magasin sur la zone de chalandise.

- Si le chiffre d'affaires estimé est suffisant pour couvrir les coûts d'exploitation prévisionnels et pour dégager un résultat bénéficiaire satisfaisant, l'entreprise peut alors acheter - ou louer - le terrain du futur point de vente.

- Il reste à déterminer comment l'on va vendre les produits aux clients.

- **Exemple d'établissement d'un compte de résultat prévisionnel d'un supermarché de 1 000 m²**
- **Première étape - Prévision du chiffre d'affaires et de la marge brute par rayons**
Compte de produits - ventilation du taux de marque initial

Produits	% de CA	CA en DA	Taux de marque initial en % HT	Marge	Marge bénéficiaire pour 100DA de CA total
Pâtisseries	14,0	5 234 600	20,0	1 046 920	2,62
Boissons	7,5	2 804 250	21,0	588 890	1,47
Aliments secs	3,5	1 308 650	15,0	196 290	0,49
Viandes	25,0	9 347 500	19,61	1 832 100	4,58
Pâtisseries	16,0	5 982 400	12,0	717 890	1,79
Fruits et légumes	14,0	5 234 600	19,0	994 570	2,50
Aliments secs	2,0	747 800	24,0	179 470	0,45
Pâtisseries	2,0	747 800	14,0	104 690	0,26
Produits frais	59,0	22 060 100	17,35	3 828 720	9,56
Pâtisseries sèches	25,0	9 347 500	13,0	1 215 170	3,03
Aliments secs	16,0	5 982 400	11,25	673 020	1,68
Alimentaire	100,0	37 390 000	15,29	5 716 910	14,29
Alimentaire	7,0	2 610 000	27,0	704 700	1,76
Général	107,0	40 000 000	16,05	6 421 610	16,05

Deuxième étape - Prévision des coûts de structure A - Compte de coûts fixes

	Montant	% du chiffre d'affaires
Foncier et mobilier	510000	
Frais financiers	71000	
Amortissements	520 000	

	1 101000	2,75 %
Frais de fonctionnement	1 030 000	2,57 %
Total frais fixes	2 130 000	5,32 % sur CA= 40 000 000 DA

B - Compte de coûts variables

	%	Montant
Frais de personnel	5,80	
Emballages et conditionnements	0,25	
Emballages clients	0,25	
Publicité	0,40	
Total frais variables	6,70	2680000 DA sur CA =40 000 000 DA

Troisième étape - Établissement du compte de résultat

	Montant	%
Chiffre d'affaires (HT)	40 000 000	100,00
Marge brute des rayons	6241610	16,05
Prévision démarque inconnue	400 000	1,00
Produit brut d'exploitation	6021610	15,05
Charges fixe	2 130 000	5,32
Charges variables	2 680 000	6,70
Total charges	4810000	12,02
Résultat avant impôt	1211610	3,03

II - Le « retailing-mix »

Distinguons trois types de choix :

- 1. d'abord ceux qui concernent l'assortiment ;**
- 2. puis ceux qui intéressent les techniques de vente proprement dites ;**
- 3. et enfin les choix de merchandising, c'est-à-dire les options relatives à l'aménagement du magasin et à la présentation des produits.**

1- L'assortiment

L'ensemble des articles qu'offre un magasin à sa clientèle constitue l'assortiment. Le verbe assortir comporte en effet l'idée d'une réunion, mais il indique aussi l'harmonie au sein d'un arrangement, bref il implique une organisation bien agencée.

LA STRUCTURE D'UN ASSORTIMENT

Devant la diversité des besoins de la clientèle, le détaillant souhaite pouvoir soumettre les biens offerts quelques principes directeurs qui facilitent les opérations de classement, puis d'assortiment.

Pour prendre une vue d'ensemble des différents niveaux du classement, observons un cas concret dans le tableau page suivante.

Les produits

À un niveau le plus général, un assortiment est d'abord constitué par une réunion de produits particuliers. Selon le *Dictionnaire commercial*, « un bien ne devient un produit qu'à condition d'avoir été recherché et obtenu en vue de répondre à un besoin » .

Il est alors susceptible d'être vendu sous un nom qui en individualise l'état et parfois même la qualité. Par exemple : les chemises pour hommes dans les rayons d'habillement ou les légumes surgelés dans le secteur des produits frais ou les meubles de cuisine dans le rayon d'ameublement

Structure d'un assortiment de vêtements

Désignation	Critères de reconnaissance	Exemple
Le produit	Inventaire des différents types de vêtements en usage	Les costumes, les robes, les manteaux
La famille ou catégorie de produits	La fonction « de ville » « habillé » de sport » La mode : classique ou fantaisiste	Les costumes de villes Les robes habillés Le costume de ville toute saison classé
<i>Niveau de la largeur</i>		
La série ou la référence	L'unité de commande dans un assortiment de tailles	Le costume : modèle Alpha, fabriqué en serge grise de pure laine par SONITEX
La pièce ou l'article	L'unité de vente	Le costume : modèle Alpha en taille 4
<i>Niveau de la profondeur</i>		

b. Les familles ou catégories de produits

Chaque produit comprend plusieurs familles. Cette locution désigne l'ensemble des produits susceptibles de répondre à une « finalité globale identique ».

Par exemple : les chemises d'hommes habillées ou les yaourts parfumés aux fruits ou encore les tabourets de cuisine.

c. Les modèles

Ils correspondent, toujours selon le Dictionnaire, à des distinctions par matière, par coupe ou par dessin. Par exemple, des robes classiques ou des tabourets de cuisine en bois.

a. La série ou la référence

Elle désigne généralement l'unité de commande d'un bien donné, dans un assortiment de tailles s'il y a lieu. Par exemple, douze chemises Lacoste bleu marine, référence « Wimbledon », assorties en tailles.

e. La pièce ou l'article

Elle correspond à l'unité de vente d'une série particulière dans une taille donnée.

Par exemple, cette même chemise Lacoste bleu marine de taille moyenne.

Afin d'éviter toute confusion, il est nécessaire de bien distinguer le terme d'assortiment de celui de collection, qui ne désigne qu'un simple « échantillonnage destiné à être présenté à la clientèle soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un commerçant ».

La collection n'est qu'une réunion d'articles présentés un à un. L'assortiment, en revanche, est constitué de variations autour de ces spécimens qu'il s'agit de combiner. On peut obtenir ainsi des milliers de combinaisons. Ce nombre dépend des dimensions et des caractères de l'assortiment.

LES CARACTÈRES D'UN ASSORTIMENT

La largeur

La largeur de l'assortiment exprime le nombre de modèles différents pour une famille ou un produit donné, mis en vente dans un magasin. Par exemple, s'agissant de pantalons, on distinguera : des modèles de toutes saisons, des modèles de ville d'été, des pantalons de sport, des jeans, des pantalons de coton très légers, etc.

La profondeur

Quant à la profondeur, elle dépend du nombre de séries par modèle et du nombre de pièces par série. Un assortiment profond indique donc que, pour chaque modèle, existe un choix riche en coloris, en dessin et en tailles.

3. LES CARACTÈRES DE L'ASSORTIMENT ET LA POLITIQUE DU COMMERÇANT

a-. *Les combinaisons possibles*

De nombreuses combinaisons sont réalisables. Examinons les cas les plus fréquents.

Chaque rayon d'un grand magasin offre un assortiment aussi profond que celui d'un spécialiste.

Assortiment profond et étroit.

assortiment mince et large (cas d'une grande surface)

Les différents choix et la politique de marketing du commerçant

L'étude de marché conduit à effectuer des choix qui concernent la largeur de l'assortiment (détermination des familles de produits et des modèles par segment de clientèle). Ces décisions commandent l'activité du magasin pour une période longue, qui dépasse le temps de l'année.

En revanche, les choix relatifs à la profondeur sont révisés une ou deux fois par an. En effet, les résultats passés, le volume des stocks en cours, les caprices du temps ou de la mode imposent des ajustements fréquents.

4. LE PLAN D'ASSORTIMENT

C'est une description détaillée des gammes que l'on va proposer à la clientèle pendant une période donnée.

La durée du plan d'assortiment

Il varie selon la nature des marchandises et selon l'organisation de l'entreprise. Mais, bien souvent, les plans d'assortiment demeurent saisonniers, même si les ventes de ces biens ne sont pas soumises à des fluctuations importantes au cours du temps.

Ainsi, dans la plupart des grandes entreprises du commerce de détail, on compose des plans d'assortiment semestriels coupés de la façon suivante :

Saison printemps-été : février-juillet,

Saison automne-hiver : août-janvier.

- Pour certaines familles de produits très saisonniers (jouets, rentrées des classes, etc.) ou à l'occasion de promotions très importantes (le blanc de janvier, la fête des Mères, etc.) un plan d'assortiment spécial est conçu, qui couvre la période de vente limitée mais intense.

- Pour d'autres catégories de biens dont la demande reste constante (eau minérale, conserves de légumes, gâteaux secs, etc.), on ne modifie pas complètement l'assortiment initialement prévu, mais on le façonne et on l'adapte en procédant à une révision trimestrielle ou semestrielle par exemple.

Le contenu du plan

Le plan d'assortiment présente, famille par famille, le nombre de références par modèle et le nombre d'articles par référence que l'on envisage de présenter au public.

Les prix de vente de chacune des références sont généralement prévus.

Pour les articles dont la durée de vente est réduite, on indique la période de mise à la disposition des clients. Le tableau suivant donne un exemple d'un tel document.

Le plan d'assortiment pour les chaînes de magasins

Les dimensions de l'assortiment dépendent de la taille des points de vente et de leur formule commerciale. Aussi, dans une firme qui possède de nombreuses succursales de surfaces différentes, est-on obligé de prévoir des assortiments de base que l'on étend au fur et à mesure que l'on prévoit les gammes des plus grandes unités de vente (assortiment « gigogne » dans les magasins populaires ou les grands magasins).

En effet, au contraire, c'est à partir de l'assortiment le plus vaste, le plus complet, celui d'un grand magasin modèle par exemple, que l'on réduit la taille. Et l'on diminue le nombre de références ou des modèles que la taille des succursales décroît. Cependant, une telle politique présente certains risques ; la demande de chaque zone de chalandise étant spécifique, la décision décentralisée, au niveau du point de vente, est souvent préférable.

assortiment et la politique de marque

À la grande distribution, les assortiments doivent regrouper trois types de produits.

Les produits de marques nationales

La première catégorie d'articles est nécessaire, particulièrement dans les secteurs d'alimentation ou de DPH (droguerie, parfumerie, hygiène). En effet les grands producteurs innovent fréquemment et attirent (stratégie pull) les consommateurs vers les points de vente. En outre, les distributeurs exigent des investissements d'entrée considérables de leurs fournisseurs pour référencer les produits nouveaux. Pour chacune des références, les acheteurs de la centrale négocient avec les vendeurs des fabricants des prix variables selon le volume des ventes réalisé. Mais les budgets de référencement des grands producteurs peuvent atteindre plusieurs millions de DA.

Les budgets de référencement

Un fabricant pourra être conduit à payer mille DA pour être référencé dans un supermarché et cinq mille DA dans un hypermarché.

Pour présenter dix produits dans mille supermarchés et deux cents hypermarchés, le budget de référencement s'élève alors à vingt millions de DA.

pendant, on constate que les acheteurs référencent avec moins en plus de réticence les marques nationales en dépit des gains financiers qu'ils obtiennent. Deux raisons motivent cette insatisfaction.

Les courbes linéaires sont saturées. Au cours des dix dernières années, le nombre moyen de références en grande surface a augmenté de plus de 35 %. Chaque année douze mille produits nouveaux sont présentés aux détaillants.

Les marques nationales servent de produits d'appel, car elles sont facilement identifiables par les consommateurs. Aussi les distributeurs cherchent-ils d'autres solutions.

Les marques de distributeurs (MDD)

On a déjà souligné qu'elles représentent près de 20 % des ventes en libre-service. Leur présence dans les assortiments est motivée par les qualités suivantes :

Leur rentabilité est plus élevée que celle des marques nationales (le taux de marque moyen des marques nationales est de 15 %, alors que celui des MDD est de %),

Elles participent à la création d'un positionnement original de l'enseigne,

Elles fidélisent le client.

est dans le secteur alimentaire que les MDD sont les plus représentées. Les MDD sont toujours associées, dans les assortiments, à des marques nationales qui « tirent » les premières vers le haut de gamme.

Les produits premiers prix

comparés avec le développement du hard discount, ces produits, au faible taux de marque, environ 7 % en moyenne, atteignent eux aussi environ 20 % des ventes totales des PGC (produits de grande consommation) en grande surface.

Quel est le poids des marques nationales
dans les grandes surfaces ?

ette nouvelle réorientation des assortiments incitent
s acheteurs des entreprises de distribution à
chercher un portefeuille de fournisseurs plus diversifié
l'auparavant. Dans le plan d'assortiment du détaillant
poids des grands fabricants diminue, tandis que l'on
it appel aux services des PME et à l'importation pour
urnir les MDD et les « premiers prix ».

2 Les méthodes de vente

Selon la nature des biens vendus, selon les caractéristiques de l'assortiment, selon la formule commerciale que l'on veut exploiter, diverses méthodes de vente peuvent être retenues.

a. La vente traditionnelle ou « vente parlée » est aussi ancienne que le commerce lui-même. Le vendeur présente l'objet au client, développe des arguments

d. La vente à distance et à domicile

La VPC, la vente en réunions (Tupperware, Amway), la vente en porte à porte sont des formes de vente qui s'apparentent un peu à la vente traditionnelle et à la vente en libre choix. La vente par distributeurs automatiques permet de se rapprocher des lieux de consommation (boissons, par exemple).

Les nouvelles formes de ventes.

grâce aux progrès de l'électronique, de la télévision, grâce à la diffusion du téléphone, de nouvelles formes de ventes apparaissent : la vente par téléphone, la télécarte. le téléachat, la vente par Internet.

déjà le vendeur appelle le client à domicile et lui propose des produits. Mais bientôt. c'est la situation qui va inverser déjà ça a commencé. Le consommateur, depuis son écran télématique. contactera son fournisseur et obtiendra des informations sur les promotions, sur les prix ou sur les assortiments. À partir du clavier de son appareil, le prospect passera directement la commande sans se déranger.

f. Le choix d'une méthode de vente

Quelles sont les raisons qui motivent le choix d'une méthode plutôt que d'une autre ?

En vérité, ce choix relève davantage de la stratégie générale du détaillant que de sa politique de distribution proprement dite. Rappelons que l'évolution de la société a provoqué une transformation de l'appareil commercial et l'on peut distinguer, de nos jours, un net clivage entre les commerçants et les détaillants

- les commerçants dont la politique est essentiellement orientée vers la distribution de masse, fondée sur des ventes à bas prix avec faible marge, et généralement en libre-service ;

- des détaillants qui vendent des biens anormaux, avec « plein service », dans des magasins confortables, où les vendeurs sont des spécialistes compétents.

Autrement dit, le consommateur reste sensible à l'amabilité, à la courtoisie, à la compétence du vendeur mais, pour la plupart des biens courants, il ne peut pas payer le coût de ces services. On les supprime donc en partie, comme on sacrifie quelque peu le confort du magasin ou l'esthétique de son agencement à la diminution des prix.

3 Le merchandising

Le merchandising est « la partie du marketing englobant les techniques marchandes permettant de présenter à l'acquéreur éventuel, dans les meilleures conditions matérielles et psychologiques le produit ou le service à vendre »⁷.

Le merchandising doit donc permettre de tirer le meilleur parti possible de l'espace de vente, bien entendu surtout dans le cas du libre-service. Cette opération comporte deux étapes :

1. L'agencement des rayons :

2. La mise en place des produits sur les meubles de vente.

1. L'AGENCEMENT DES RAYONS

a. Le problème posé

L'objectif consiste ici à trouver la disposition de l'espace qui produira les plus fortes ventes et/ou les plus gros bénéfice

Paragissant des déplacements de la clientèle dans le magasin, on illustre souvent ce problème de la façon suivante.

Pour une surface de vente donnée, on peut observer deux territoires : une « zone chaude » de circulation spontanée et une « zone froide », où l'on s'aventure avec réticence. Il s'agit donc d'inciter les clients à parcourir aussi bien la zone froide que la zone chaude.

Le courant de circulation dans un magasin

La méthode

ur parvenir à ce but, les spécialistes des grandes surfaces se fondent sur l'assortiment et distinguent trois catégories de produits :

es articles très demandés, aux faibles marges brutes
es produits courants et bien connus des clients, dont
s marges brutes sont moyennes ;

es articles moins banals qui peuvent s'acheter par
pulsion et dont les marges sont les plus élevées.

L'implantation des rayons d'appel.

Sur un plan de la surface de vente, on va commencer par fixer l'emplacement de la première catégorie d'articles, ceux qui sont les plus recherchés par les clients. Ces rayons, dits d'appel, sont disposés de façon à attirer les clients au fond du magasin et vers la zone froide.

Ainsi R. Malsagne, l'un des grands spécialistes du merchandising, recommande, pour un supermarché, de déterminer en premier lieu l'emplacement des rayons que l'on fréquente tous les jours, essentiellement d'ailleurs les rayons de produits frais (boucherie, crèmerie, poissonnerie, fruits, légumes, etc.). De surcroît, certains de ces rayons (boucherie, charcuterie, poissonnerie, par exemple) ne peuvent pas se situer au centre du magasin, car ils doivent nécessairement comporter une réserve et une salle de préparation attenantes

Implantation des rayons d'appel dans un supermarché

Implantation des rayons d'appel dans un supermarché

- L'implantation des produits courants.

Dans une seconde phase, il s'agit de déterminer la place des articles courants et bien connus par les clients en les disséminant de part et d'autre des meubles de vente.

Ainsi par exemple :

Implantation des articles courants

L'implantation des produits achetés par impulsion.
Enfin, on remplit les interstices avec les articles moins
durants, à forte marge et que l'on suppose achetés par
impulsion. Ils sont ordinairement placés à côté de
produits parents. Ainsi les épices sont-elles disposées à
proximité des huiles de table et du vinaigre.

Implantation des produits achetés par impulsion

- L'implantation des services logistiques.

On peut enfin choisir les emplacements des réserves, des chambres froides, des ateliers de boucherie et de charcuterie, des aires de livraison et de réception des marchandises, en tentant de rendre aussi courts que possible les trajets de manutention.

c. Comment allouer l'espace entre les rayons ?

Selon A. Fady , la démarche consiste à utiliser les informations de l'étude de marché prévisionnelle (qui fournit les données relatives aux chiffres d'affaires globaux et par rayon) et les normes de rendement (chiffres d'affaires par mètre carré de surface de vente ou par mètre linéaire).

Par exemple, si la répartition en pourcentage du chiffre d'affaires global de 24 millions de DA prévue dans un supermarché de 700 m², et si les normes de rendement de la profession fournies par rayon sont les suivantes, l'allocation de l'espace se fera comme indiqué dans le tableau ci-après, en agrandissant ou restreignant au besoin certains rayons en fonction de l'assortiment proposé et de la méthode de vente mise en place (préemballage intégral ou pas, par exemple).

Rayon	% du chiffre d'affaires prévu	Chiffre d'affaires en francs	Normes de rendement (CA/m ²)	Surface nécessaire
Pâtisserie	25	6 000 000	30 000 DA/m ²	200m ²
Boissons liquides	14	3 360 000	40 000 DA/m ²	84m ²
Charcuterie				
Marquetterie				
Maître	20	4 800 000	120 000 DA/m ²	40m ²
Crêmerie				
Produits surgelés	15	3 600 000	45 000 DA/m ²	80m ²
Pâtisseries				
Pâtisserie	3	720 000	30 000 DA/m ²	24m ²
Produits secs				
Produits légumes	11	2 640 000	45 000 DA/m ²	59m ²
Magasin courant	7	1 680 000	15 000 DA/m ²	112m ²
Textile	5	1 200 000	34 285 DA/m ²	110m ²
	100	24 000 000	34 285 DA	699m ²

LA PLACE DES PRODUITS SUR LES MEUBLES DE VENTE

Position du problème

Comment répartir l'espace entre les produits sur le "plan de vente" de vente une fois déterminée la place du rayon dans le magasin ? De multiples réponses sont données à cette question, sans qu'aucune règle d'implantation n'ait réussi à s'imposer aux praticiens. En effet, plusieurs facteurs doivent être considérés :

esthétique, l'ordre du rangement harmonieux des
marchandises ;

éviter la rupture ou l'excédent de stock ;

la commodité d'achat pour les consommateurs ;

le travail du personnel de vente :

la recherche de la rentabilité ; chaque mètre de
surface représente en effet un investissement.

ssi la répartition de l'espace de vente peut-elle viser des objectifs différents les uns des autres, voire contradictoires entre eux ;

développer l'esthétique et le confort du magasin ;

minimiser le coût des opérations de réapprovisionnement ;

exposer à la vue de la clientèle un nombre de « facings ''' » suffisant pour éveiller son attention ;

maximiser certains résultats, ou se contenter d'un niveau satisfaisant. Il s'agit par exemple d'atteindre le chiffre d'affaires le plus élevé, ou la marge brute la plus forte, ou encore le profit net le plus important par mètre linéaire.

glossaire

- 8. Selon le *Dictionnaire* de l'Académie des sciences commerciales, le linéaire est le périmètre constitué par les faces avant des rayonnages, gondoles et meubles de présentation d'un magasin de détail au niveau du sol (linéaire au sol) et au niveau de l'ensemble des étagères (linéaire développé).
- 9. Le terme « facing » désigne une unité de produits présentée sur la première rangée en façade. Le nombre de « facing » est donc égal au nombre de conditionnements (boîtes, paquets ou bouteilles) d'un même article vus de face.
-

Les méthodes classiques

En la pratique, de nombreuses méthodes de répartition du linéaire sont utilisées :

Elles dépendent des objectifs fixés. Les premiers procédés, les plus simples, sont fondés sur la considération de critères qu'il est facile de connaître : les ventes ou la marge brute des articles. Les secondes méthodes, plus complexes, reposent sur le calcul du résultat net dégagé par la vente de chaque référence.

I. Les méthodes fondées sur les résultats commerciaux bruts.

On peut chercher à développer les ventes ou la marge brute totale d'une famille d'articles. On peut encore s'efforcer de minimiser le coût du stock.

- • Si l'on considère le critère des *ventes*, les articles ou les groupes de produits vont disposer d'un espace proportionnel aux ventes réalisées. Si une référence donnée - le sirop de framboises Teisseire par exemple - représente 10 % des ventes de la famille des sirops, on lui accordera 10 % de l'espace attribué à cette catégorie d'articles.
- Parfois, on tiendra compte des parts de marché obtenues par chaque produit. Si les résultats d'un panel de distribution indiquent qu'une marque de biscuit, Choco-BN par exemple, représente 15 % du marché, on accordera à cette marque 15 % du linéaire total des biscuits.

- La *marge brute* sert fréquemment de critère de répartition de l'espace ; le linéaire est alors alloué, dans le cas le plus simple, au prorata des marges obtenues par la vente des articles.

De nos jours, des modèles sont construits dans le but d'optimiser la répartition du linéaire.

Le PDP (Profit Direct Product). Depuis quelques années, cet outil de calcul des performances voit son emploi se développer. Le PDP est une méthode de comptabilité analytique qui vise à mieux connaître les coûts directs de distribution d'un produit (coût de stockage, coût de manutention, etc.). Ces coûts directs sont ensuite retranchés de la marge brute, ce qui permet de calculer une marge « semi-nette », le PDP, pour chaque référence. Le schéma suivant illustre la méthode de calcul :

Calcul du PDP

Les stratégies du PDP

Fort PDP	Produit contributeur	Produit gagnant
	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter l'espace accordé Faire une politique de promotion 	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter l'espace accordé
Faible PDP	Produit à problème	Produit d'appel
	<ul style="list-style-type: none"> Réduire l'espace accordé Tenter d'augmenter le prix de vente 	<ul style="list-style-type: none"> Réduire l'espace accordé Réduire les coûts d'achat et de gestion
	Faibles ventes	Fortes ventes

calcul du PDP aide à analyser le merchandising. Par exemple, on mettra en relation le PDP et le volume des ventes de façon à classer les produits et à leur allouer un linéaire conforme à leurs performances.

Cependant, le calcul du PDP pour toutes les références d'un assortiment conduit à une somme de travail, que certains détaillants jugent trop coûteuse, si on la compare aux avantages qu'elle procure.

En tout état de cause, une véritable comptabilité analytique, efficace et bien adaptée à la nature des questions soulevées, existe à inventer dans le commerce de détail

es méthodes fondées sur le comportement des
sommateurs

client, dans le magasin, est soumis à de multiples sollicitations
elles. Il ne peut pas accorder à chacune la même
importance. Pourtant, le travail du merchandiser consiste à
ordre son rayon aussi « visible » que possible. En dessous d'un
aire minimum (25 cm dans un supermarché, 50 cm dans un
ermarché) comportant un nombre de facing donné, le
duit a peu de chance d'être remarqué par le client. Par
eurs, l'observation des consommateurs enseigne qu'au-delà
n certain linéaire, l'augmentation de l'espace n'est pas utili
r permettre une progression des ventes. Le linéaire accorde
t se situer entre ce plancher et ce plafond.

Élasticité du linéaire

c. Les solutions pratiques

L'attribution des emplacements des produits sur les gondoles dépend des qualités marchandes verticales et horizontales des tablettes constituant le linéaire (*cf.* schéma ci-après).

- Les qualités verticales : une gondole est constituée de différents niveaux de tablettes (de quatre à six niveaux) ; chaque niveau n'a pas la même valeur marchande.
- Le meilleur niveau est le trois : celui à la hauteur des mains.
- Le niveau deux à la hauteur des yeux est lui aussi de bonne qualité marchande.
- Le niveau un, en hauteur, et les niveaux quatre et cinq, situés en bas de la gondole, donnent des résultats plus médiocres.

- Les qualités horizontales : tout au long de l'allée, le linéaire présente des zones froides et des zones chaudes. On distingue :
- l'entrée de linéaire où figurent des produits qui attirent le consommateur ;
- le centre du linéaire où sont alternés des produits très demandés et les produits d'achat d'impulsion ;
- la sortie du linéaire rassemble les articles attractifs pour entraîner les clients vers le bout de la gondole.

Profil d'une gondole

ut l'art du merchandising consiste à combiner les qualités
rticales et les qualités horizontales pour obtenir une bonne
plantation conforme aux objectifs poursuivis.

quelques principes doivent être respectés :

es zones froides sont réservées aux produits d'appel, aux
cticles de marques nationales très demandées, aux premiers
X,

es MDD sont situés au cœur du rayon sur les meilleurs
emplacements,

n alterne des produits d'achat prémédités et des produits
achat d'impulsion,

es produits lourds sont déposés sur les tablettes basses.

Le merchandising du producteur

ur accompagner son produit le plus loin possible en direction du consommateur ou pour gagner des mètres de linéaire, le fournisseur et les magasins a tout intérêt à tenter d'intervenir, lors de l'implantation des produits sur les meubles de vente. On crée alors un corps de spécialistes (merchandisers) qui visitent les magasins et conseillent les responsables de rayons en ce qui concerne par exemple :

- elaboration de l'assortiment (nombre de références par famille),
- volume de stock optimal,
- place des produits,
- promotion sur les lieux de vente,
- contrôle du merchandising, etc.

L'organisation des achats

La compétitivité d'une entreprise de détail dépend, pour l'essentiel, de la maîtrise des achats et de l'approvisionnement des magasins. Dans les entreprises de grandes dimensions, il existe souvent un service spécialisé : la *centrale d'achat*, dont la fonction consiste à prospecter et à sélectionner les fournisseurs qui paraissent les plus aptes à répondre aux exigences de l'assortiment. Plusieurs types d'organisation, sont envisageables, depuis le plus autoritaire jusqu'au plus libéral.

La centralisation des achats

LES CAUSES

nombreux motifs incitent les dirigeants des grandes entreprises du commerce de détail à adopter une telle organisation.

Des assortiments mieux équilibrés

Lorsqu'une entreprise possède de nombreux points de vente, le risque existe que les responsables de chacun des magasins composent leur propre assortiment, sans se consulter ni coordonner leur choix. Il en résulte, au bout d'un certain temps, une grande disparité des gammes qui nuit à l'image que l'entreprise souhaite offrir au public. C'est pourquoi la direction générale impose alors que les assortiments soient composés de manière identique et qu'ils s'intègrent dans une politique de marketing commune.

b. La réduction des coûts d'achat

Le second avantage de la centralisation réside dans le groupement des achats de toutes les unités de vente. L'importance des commandes permet en effet d'obtenir des remises et des ristournes. De plus, l'acheteur acquiert une grande puissance pour obtenir des fournisseurs, à prix réduit, les améliorations souhaitées des produits qu'il se propose de référencer.

Les spécialisations de l'acheteur

La centralisation favorise la spécialisation du personnel d'achat. L'acheteur, avec l'expérience, connaît parfaitement les produits de la branche où il opère. Il définit les normes de qualité ou les détails de style, ce qui facilite l'achat proprement dit et le contrôle qui en résulte.

En outre, l'acheteur peut étudier avec soin l'équipement de chacun des fabricants :

En connaissant les capacités des industriels, il est en mesure de sélectionner ses fournisseurs sur des bases rationnelles.

a. La diminution du stock moyen

La centralisation des commandes aide à diminuer le volume du stock car, si chaque magasin possède les mêmes références, un système de compensation aide à déstocker certains points de ventes et à réapprovisionner d'autres magasins.

La rationalisation de la fonction d'achat

Quand on centralise, on peut étudier les procédures et choisir celles qui paraissent les mieux adaptées aux besoins de l'entreprise. Dès lors, on diminue les coûts et on rend les contrôles plus aisés. Par exemple, on diminue le nombre des commandes, le nombre des magasins et le nombre des factures à vérifier.

Pour toutes ces raisons, qui incitent les responsables de grandes entreprises de détail à centraliser les achats, on a pour conséquence d'attribuer un rôle fort important aux responsables d'achat.

2. L'ORGANISATION CENTRALISÉE

De nombreuses modalités dans l'organisation de la fonction achat sont observables d'une entreprise à l'autre. Cependant, deux missions sont généralement confiées aux acheteurs.

La responsabilité financière

L'instar d'un chef de produit, dans une entreprise de production, le gestionnaire d'achat détermine les objectifs de chiffre d'affaires, de taux de marque, de vitesse de rotation du stock des produits dont il a la charge. Lorsque ces prévisions sont acceptées par la direction générale, l'acheteur calcule le budget d'achat

la responsabilité commerciale

le plan d'assortiment.

magasins, nous l'avons constaté, sont souvent classés en plusieurs catégories :

grands, les moyens, les petits points de vente. A chaque type de magasin, correspond un plan d'assortiment établi par l'acheteur.

les achats proprement dits.

Enfin des plans d'assortiments qu'ils ont eux-mêmes établis, les acheteurs prospectent le marché et négocient avec les fournisseurs. Ils établissent les collections et passent les commandes selon les quantités prévues dans les budgets d'achat. Ils transmettent alors aux magasins doubles de ces commandes sur lesquelles figurent les prix de vente prévus. L'ensemble des documents constitue le *plan de vente*.

- La promotion.

Bien souvent, les acheteurs décident des publicités et des articles à promouvoir. Ils donnent alors leurs instructions aux responsables de magasins.

LA PORTÉE DE CETTE ORGANISATION

défaut apparaît immédiatement : dans une telle organisation, les gestionnaires de vente n'ont qu'un rôle exécutant. Certes, ils doivent assurer le service à la clientèle, diriger le personnel et aménager le magasin. Mais la gestion de la marchandise leur échappe, puisqu'elle est entièrement confiée aux acheteurs. En bref, aux uns les tâches routinières de surveillance du magasin, aux autres le travail noble de conception des gammes de produits. Deux principaux défauts résultent d'une telle scission :

soit la passivité du personnel de vente,

soit la multiplication des conflits entre l'achat et la vente.

2 La décentralisation des achats

1. LES CAUSES

Certaines raisons opposées à celles que l'on a relevées dans le paragraphe précédent motivent la décision de décentraliser.

La connaissance locale de la clientèle

orsque les magasins sont dispersés dans des régions différentes ou dans des agglomérations de tailles et d'importances variables, bref lorsque les clientèles sont dissimilaires, le rôle des responsables de vente est très important, si l'on veut présenter des assortiments qui correspondent aux besoins des segments de clients divers. Il convient, dès lors, de donner aux gestionnaires des magasins les moyens de participer directement et efficacement à la conception de leurs assortiments.

L'amélioration de la rentabilité des magasins

On considère les points de vente, voire les rayons à l'intérieur des magasins, comme constituant autant de centres de profit, il est opportun de confier à un même responsable, le directeur de magasin ou le chef de rayon, les éléments susceptibles d'agir sur les résultats.

Cette délégation porte principalement sur les achats. En fait, l'éclatement des responsabilités que nous avons souligné dans la première solution est grave à double titre.

- d'une part, il rend difficile le contrôle ;
- d'autre part, il n'incite pas le gestionnaire de vente à agir pour améliorer la situation, car celui-ci se sent isolé et impuissant, étant donné le peu d'éléments dont il dispose pour mener une action efficace.

2. L'ORGANISATION DECENTRALISEE

On ne supprime pas le service d'achat pour confier entièrement les tâches d'approvisionnement aux gestionnaires de vente, mais l'on cherche une formule qui permette d'éviter les excès de la centralisation.

- La solution adoptée par la plupart des entreprises de distribution consiste alors à enlever aux acheteurs la gestion financière de la marchandise, c'est-à-dire la responsabilité du budget d'achat, de la marge brute et de la rotation des stocks. 11 ne leur revient plus que de prospecter les fournisseurs éventuels, puis de préparer les gammes proposées à leurs collègues des magasins.

- Un tel travail s'effectue à partir des plans d'assortiment établis par les gestionnaires de vente. Grâce à cette mesure, les acheteurs, qui ne sont plus surchargés par les travaux administratifs ni accaparés par la gestion quotidienne de leur secteur de marchandise, se consacrent entièrement à la recherche de fournisseurs, à la collecte d'informations et à la sélection de produits.

- À partir des collections composées par les acheteurs, les responsables de vente effectuent leurs achats. S'ils ne trouvent pas les produits désirés, ils contactent directement les fournisseurs. Inversement, les vendeurs délèguent parfois aux acheteurs une part du budget d'achat, afin de profiter d'occasions qu'il convient de saisir sur-le-champ

3. LA PORTÉE DE LA DÉCENTRALISATION

Si elle présente des avantages, la décentralisation n'est pas une panacée : elle a aussi des inconvénients.

n a vu que la mesure a fait perdre à la fonction d'achat une grande partie de ses prérogatives de gestion au profit de la fonction de vente. Les acheteurs se sentent alors parfois réduits au modeste rôle d'échantillonneurs. En effet, ils reçoivent des responsables des magasins des consignes, des descriptions précises des articles à trouver. Par conséquent, leur marge d'initiative est mince, car s'ils peuvent encore proposer des nouveautés, il leur est, en revanche, interdit de décider souverainement de la sélection des articles.

face aux fournisseurs, les acheteurs perdent ainsi une grande partie de leur prestige. car les producteurs savent que maintenant la décision d'achat incombe aux cadres de la vente. Lorsque le représentant d'un fabricant vient offrir un nouveau produit, l'acheteur enregistre la proposition, mais il ne peut pas négocier le prix d'achat, car il ne sait pas encore quelle quantité d'articles retiendront les vendeurs, si toutefois même le modèle leur convient. Aussi, les acheteurs éprouvent-ils souvent le sentiment de ne pas participer aux décisions majeures de la firme.

- Dans une organisation décentralisée, les cadres de vente, absorbés par les tâches quotidiennes de gestion du magasin, éprouvent de la peine à se tenir au courant de l'évolution du marché, à rencontrer les fournisseurs et à assurer un réapprovisionnement sans défaut.

- En outre, il est nécessaire que leur connaissance des méthodes de gestion soit suffisante pour prévoir les achats, pour fixer judicieusement les prix et les marges ou maîtriser les impératifs de gestion du stock.
- En bref, si l'on veut réussir l'opération de décentralisation, il convient de l'accompagner de deux mesures

- l'une vise à rassurer les acheteurs et à entretenir leur motivation au travail ;
- l'autre a pour objet d'apprendre aux responsables de magasins des techniques de gestion (comptabilité analytique, techniques de prévision, calcul des prix, marketing, etc.) qu'ils ignoraient souvent en raison de leur manque de formation initiale.

3 Les centrales de référencement

Entre les deux solutions extrêmes, centralisation et décentralisation d'achat, il existe de nombreuses variantes. D'une manière générale, on observe que les entreprises adaptent leurs méthodes aux exigences des marchés. C'est ainsi que l'on relève de grandes différences entre l'organisation des achats alimentaires et celle des achats non alimentaires.

- Au surplus, il convient de souligner que depuis plusieurs décennies, la fonction d'achat a été subdivisée, dans de nombreuses firmes, en deux sous-fonctions : le référencement et l'acquisition (la commande). De manière plus précise, l'opération d'achat s'effectue à deux niveaux

Dans les centrales de référencement, de manière centralisée, on rencontre les fournisseurs, on sélectionne les articles les mieux adaptés aux exigences de la politique marketing, on négocie les conditions de base avec les fournisseurs, enfin, on établit des plans d'assortiment indicatifs.

Dans les centrales d'achat proprement dites, les responsables des magasins prennent la décision d'achat : ils retiennent ou refusent l'article référencé et décident des quantités à commander. Le processus est illustré par la figure suivante.

Principes des structures d'achat à deux niveaux (référencement et achat)

En schématisant, l'organisation des achats se présente de la manière suivante :

Méthode d'achat	Centralisée	Décentralisée (parfois centrale d'achat pour le textile et les marques de distributeurs)	Mixte (référencement + ach
Formule de distribution	Grands magasins Magasins populaires VPC Chaînes de magasins Spécialistes	Hypermarchés	Succursalistes Supermarchés

Il convient toutefois de relativiser ces descriptions. Les pratiques ne sont pas figées et les méthodes d'achat évoluent et les formules de distribution ne sont pas liées à un type d'organisation. Enfin, le choix d'une méthode d'approvisionnement des points de vente rend encore plus complexes les structures de la pratique.

Un exemple de référencement en GMS

4 La politique d'approvisionnement

Cette locution : « politique d'approvisionnement » désigne les options que vont prendre les gestionnaires de la firme de détail pour répondre à la question suivante : par quel chemin faire parvenir les marchandises du fournisseur (producteur ou grossiste) jusqu'au point de vente ?

Les principales méthodes d'approvisionnement des magasins

1) Livraison directe Fournisseurs

>- Points de vente

2) Livraison par entrepôt
Fournisseurs

Points de vente

3) Livraison par plate-forme
Fournisseurs

Points de vente

1) la livraison *directe*, qui consiste à approvisionner les points de vente à partir des usines ou des entrepôts des fournisseurs. La solution est simple, mais aussi onéreuse. Elle conduit parfois à l'embouteillage des zones de réception où les camions des fournisseurs attendent des heures avant d'être déchargés ;

- 2) la livraison à partir d'un *entrepôt* appartenant à la firme de distribution est pratique lorsque cette méthode permet d'abaisser le coût d'achat et d'améliorer l'approvisionnement des points de vente. Cette solution est adoptée pour certains types de produits : les marchandises importées, les produits volumineux, les achats en grandes quantités, les stocks spéculatifs, par exemple ;

la création de *plates-formes* constitue une méthode intermédiaire entre les deux précédentes.

Une plate-forme n'est pas, comme un entrepôt, un lieu de stockage, c'est un centre d'éclatement qui reçoit les marchandises des fournisseurs par unité de livraison, par exemple un camion, ou deux wagons et qui redistribue en quelques heures les produits aux points de vente selon d'autres modalités d'expédition adaptées au volume requis de livraison ou à sa fréquence. Par exemple, des camions adaptés livrent les supermarchés Intermarché à partir de onze plates-formes par lesquelles transite l'ensemble des produits vendus sous cette enseigne.

- Il convient de noter ici que les gestionnaires des firmes de distribution sous-treatent parfois ces opérations à des spécialistes de logistique, ou à des transporteurs spécialisés.